



ASIE/THAÏLANDE - Appel au gouvernement à l'occasion de la Saint Valentin : il est urgent de bloquer la prostitution

Bangkok (Agence Fides) – La prostitution est un mal répandu dans la société, gérée par des réseaux d'hommes d'affaires, de fonctionnaires gouvernementaux et d'hommes politiques. Des mesures radicales doivent être prises de manière urgente afin de bloquer la florissante industrie illégale du sexe en Thaïlande. Tel est l'appel adressé au gouvernement, à l'occasion de la fête de Saint Valentin, par le parti « Rak Prathet Thai » (Aimer la Thaïlande) et partagé par des groupes de la société civile dans le pays. « L'industrie du sexe dispose d'un chiffre d'affaires annuel qui dépasse les 200 milliards de bath (6,4 milliards de dollars) soit près de 10% du budget du pays » a déclaré Chuwit Kamolvisit, responsable du Parti et ancien propriétaire d'une chaîne d'instituts de massages. L'appel, parvenu à l'Agence Fides, exhorte le gouvernement de Yingluck Shinawatra à prendre des mesures contre le trafic d'êtres humains qui concerne un million de femmes dont 100.000 mineures au nom d'une « fausse idée de l'amour ».

Différentes ONG présentes au sein de la société thaïlandaise ont recueilli sur des CD des clips vidéo présentant des exemples, montrant en particulier des proxénètes négocier ouvertement les tarifs avec de potentiels clients de prostituées, souvent des touristes ou encore présentant la manière dont des femmes aux habits succincts cherchent des clients dans de vastes quartiers de la capitale. La prostitution, notent les groupes en question, se cache souvent sous le couvert de salons de massages, bars et autres clubs.

Le phénomène est également provoqué par un préjugé et par la discrimination envers les femmes qui ne jouissent pas du respect et de la sauvegarde de leur dignité. C'est ce que confirment, ainsi que cela a été indiqué à Fides, les résultats d'un sondage du Centre de Recherche et de formation sur la santé des femmes de l'Université de Khon Kaen, réalisé avec l'appui du Ministère pour le Développement social. Le Centre a interrogé plus de 3.000 femmes ayant eu une grossesse lorsqu'elles étaient adolescentes. 70% des personnes interrogées ont déclaré que les grossesses en question n'étaient pas planifiées et qu'elles ont dû abandonner leurs études à cause de la grossesse, se retrouvant fréquemment contraintes à subir exploitation et conditions dignes d'un véritable esclavage pour pourvoir à leurs besoins. (PA) (Agence Fides 13/02/2012)